

21. Sep. 1993

t.311 Turquie - BEP

Berne, le 21 septembre 1993

NOTE A GI

Situation des programmes financés par la DDA en Turquie, dans le contexte socio-politique actuel

En réponse à votre demande, nous vous faisons parvenir en annexe une fiche récapitulative des activités financées par la DDA en Turquie.

Voici d'autre part quelques éléments d'information concernant la situation régnant à l'heure actuelle dans le Sud-est anatolien:

- l'insécurité est aujourd'hui un fait dominant tous les esprits et inhibant la vie sociale et économique, même si les zones d'action du PKK restent géographiquement parlant relativement restreintes.
- en ce qui concerne spécifiquement les activités de DFT (Development Foundation of Turkey), financées par la DDA, on constate, pour la première fois depuis 1978, que celles-ci sont pratiquement stoppées dans la région de Lice (env. 90 Km au nord de Diyarbakir) du fait de l'état d'insurrection larvée qui y règne. Les villageois fuient massivement vers Diyarbakir, certains font les trajets de jour, afin de pouvoir au moins effectuer quelques travaux sur leurs terres. DFT et la DDA comptaient se retirer de cette zone, pour des raisons opérationnelles; il s'agit maintenant de réexaminer nos options et moyens d'action dans ces circonstances sans précédent.
- Les autres projets de DFT ne sont pas touchés directement par ces problèmes de sécurité, pas plus que ceux de MEKSA (ONG spécialisée dans la formation professionnelle).
- sur le plan socio-culturel, l'évolution de ces derniers mois a eu pour conséquence le creusement d'un fossé dorénavant net entre "Turcs" et "Kurdes", y compris dans l'Ouest, où plusieurs millions de ces derniers vivent.
- économiquement parlant, les dépenses militaires découlant de la lutte contre le PKK pèsent selon certaines sources à raison d'un tiers dans un taux d'inflation se situant vers 65-70%. Plus grave peut-être, le combat contre le PKK donne une légitimité à une armée dont la tradition est autoritaire pour ne pas dire plus, et la renforce vis-à-vis du pouvoir civil, il détourne l'attention de la nécessité de fournir des efforts soutenus dans le sens d'un réel et durable développement socio-économique en Anatolie orientale, ou excuse son absence.
- il n'est pas exclu pourtant que la libéralisation économique et politique, réelle à l'Ouest, amène l'opinion publique et le gouvernement à chercher une solution autre que militaire ou policière à un conflit qui devient insupportable, considérant que la Turquie tient fermement à entrer dans le XXIème siècle en tant que nation "moderne", à savoir industrialisée, prospère et libérale, partenaire important, ou, encore mieux, membre de la Communauté européenne.

Section Asie I
Philippe Besson

annexe

cc. (sans annexe): DAN, VOK, BEP

verteilt!

21. Sep. 1993

Dodis



t.311 Türkei

Bern, den 29. Juli 1993

Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz mit der Türkei1. Die DEH setzt sich in der Türkei in drei Bereichen ein:

- Zusammenarbeit mit der "Development Foundation of Turkey" (DFT), einer türkischen nicht-staatlichen Organisation, innerhalb eines multisektoriellen Entwicklungsprogrammes in ungefähr 90 Dörfern der Gegenden von Lice, Diyarbakir, Kayseri und Van (Ostanatolien). (Ausgaben pro Jahr ca. Fr. 1.7 Mio.)
- Beteiligung an einem FAO-Projekt im Bereich der Agroforstwirtschaft auf Dorf- und Gemeindeebene ("Social and Community Forestry"). Das Projekt hat langfristig die Verbesserung der soziowirtschaftlichen Lage der Bevölkerung auf dem Land zum Ziel. Weiter soll die ökologische Zerstörung in der Gegend von Erzurum/Trabzon und von Amasya/Kastamonou verhindert werden (Ausgaben pro Jahr ca. Fr. 1 Mio.). In den gleichen zwei geographischen Zonen und im Zusammenhang mit dem FAO-Projekt hat DFT mit Schweizer Unterstützung ein ländliches Entwicklungsprogramm lanciert (Ausgaben pro Jahr ca. Fr. 0.7 Mio.).
- Die DEH unterstützt seit 1992 in Ostanatolien (Sanliurfa, Gaziantep) ein Projekt der MEKSA, einer türkischen privaten Organisation, im Bereich der Berufsausbildung (Lehrlingswesen) und der Kleinindustrieförderung. (Ausgaben pro Jahr ca. Fr. 0.5 Mio.)

2. Hilfe der Schweiz an die Türkei im Rahmen ihrer Beiträge an die von der Golfkrise am stärksten betroffenen Staaten

Die Schweiz hat sich im Rahmen der Golfhilfe in drei bilateralen Abkommen, die am 8. Mai 1992 unterzeichnet wurden, zu einer Finanzhilfe an die Türkei von insgesamt US\$ 30 Mio. verpflichtet. Das Budget befindet sich bei der Eidgenössischen Finanzverwaltung; die Betreuung der Projekte erfolgt jedoch durch die DEH.

In folgenden Entwicklungsprogrammen hat die Schweiz einen Anteil übernommen:

- Weltbank, "State and Provincial Roads", US\$ 15 Mio.; Bau von vier Provinzstrassen in den Gegenden von Yozgat und Kayseri;
- IFAD (International Fund for Agricultural Development), "Agricultural Extension and Applied Research", US\$ 6 Mio.; ländliche Entwicklung, besonders in den Provinzen Urfa, Mardin, Diyarbakir (Südostanatolien)
- IFAD, "Bingöl-Mus Rural Development Project", US\$ 9 Mio.; ländliche Entwicklung in den Provinzen Bingöl und Mus (Südostanatolien).